

La commune est à nous !

En France, et comme en beaucoup d'autres pays, la crise ~~de la représentation~~ politique est majeure. Une élite capte le pouvoir, alliée à de puissants lobby financiers, industriels ou agricoles. Ils promeuvent le capitalisme qui détruit les **liens**, les biens **communs** et **les** services publics, derniers remparts d'un monde basé sur la justice, le partage et la coopération. La pauvreté et la précarité gagnent partout du terrain. Le monde du travail (salarié.es, artisan.es, travailleur.es « ubérisé.es ») ~~perd~~ **est dépossédé** progressivement **du** cadre protecteur gagné par des années de combat (1936, 1944 programme du Conseil national de la résistance (~~CNR~~), **1968**). Quant à la réforme des retraites ou celle du chômage, l'urgence n'est plus aux compromis. Grands projets inutiles, gaspillage généralisé, destruction des terres agricoles, effondrement des populations animales et végétales, disparition ~~de la fraternité~~ **l'adelphité [ou la solidarité]**, du beau et de la joie... S'il en va de leur disparition, il en va de notre futur.

Face aux multiples menaces qui pèsent sur nos avenir, nous ne pouvons plus déléguer le pouvoir politique à des professionnels du milieu, issus en grande majorité des soi-disant élites de la Nation. Leurs décisions sont trop souvent influencées par les intérêts privés des détenteurs de gros capitaux, qui font du chantage à l'emploi leur levier de forçage politique. C'est en partie parce que nous avons abandonné l'espace politique. Nous avons accepté d'en être réduits à voter à chaque échéance pour un programme qui n'est qu'une liste de promesses que rien n'engagera à tenir, une fois la campagne de séduction électorale terminée. Le système représentatif a montré ses limites. Aucun contre-pouvoir ne s'exerce sur les élus, aucun contrôle des mandats, ni impératifs ni révocables. Pas de référendum pour demander l'avis du peuple, ou alors pour mieux le contourner derrière comme sur la Constitution Européenne. Il faut le dire, nous ne sommes pas véritablement en démocratie.

À Grenoble, aucun début de **politiques mesures** fortes **de la Municipalité [ou malgré les espoirs et les attentes suscités il y a 6 ans par la victoire d'Eric Piolle sur des engagements forts au niveau social, écologique et démocratique, beaucoup ont très vite déchanté. La politique menée était une fois de plus loin des promesses, aucun début de (...)]** pour contrer localement les méfaits de ces politiques néolibérales nationales. Aucune aide d'ampleur à ceux et celles qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois. Aucune amélioration dans le fonctionnement démocratique de la municipalité, restée le lieu d'un autoritarisme masqué. Aucune considération de celles et ceux qui sont sur le terrain. Pire : aucun élément fort pour enclencher un changement de cap, aucun soutien concret aux luttes, aucune protestation autre que formelle, aucune résistance face aux attaques du système qui encourage les prédatons des classes les plus riches, épuisant nos vies et notre monde.

À Grenoble, la Municipalité communique beaucoup mais que ce soit au niveau communal ou métropolitain, seule l'imposture est en actes. **Le** Maire fait des tribunes nationales pour défendre le RIC mais dénigre avec force celui contre les démolitions à la Villeneuve (2019) et annule la pétition contre la fermeture des Bibliothèques Hauquelin-Prémol-Alliance (2017). **Le** Maire déclare Grenoble « Ville accueillante des migrants » mais demande l'expulsion des campements d'Esmonin (2015) et de Valmy (2016) sans véritable accompagnement. **Les** panneaux publicitaires sont supprimés à Grenoble

mais le contrat avec Decaux sur la Métropole est renouvelé pour 13 ans avec de l'affichage numérique en prime. La pollution est déclarée sujet majeur mais la majorité grenobloise vote toutes les délibérations du « beau et grand projet » * de l'extension de l'A480 et détruit même du logement social pour sa réalisation. La Municipalité continue d'« accompagner » l'embourgeoisement de la ville en soutenant des projets immobiliers à 4000 €/m². Officiellement on défend les régies municipales mais on privatise l'éclairage public (2015), on maintient un partenaire privé dans la gestions des parking en ouvrage (2018–19) et on veut vendre l'Office public HLM à une Société d'Économie Mixte (2019). Le prochain Plan Local d'Urbanisme perpétue la diminution des terres agricoles. Le Maire affirme être contre la démolition des logements sociaux mais signe avec conviction la Convention ANRU qui en détruit 677. La grande distribution est montrée du doigt par cette majorité mais elle vote 7 M€ pour le réaménagement de Grand Place. La municipalité Piolle qui s'était affichée en 2014 comme « employeur exemplaire » s'est comportée comme un DRH démobilisateur, générateur de « burn out » et de précarité comme, par exemple, dans le cas des animateur.trices du péri-scolaire... [+ donner des références pour chaque fait (notes de bas de page)]

À Grenoble, le Maire et ses alliés ont appliqué l'austérité budgétaire sans concertation avec un hypocrite « Plan de sauvegarde des services publics » (39 M€ de baisse sur 5 ans) : fermeture de 2,5 bibliothèques des quartiers populaires, baisse générales des subventions aux associations, fin de la gratuité des de nombreux locaux associatifs, suppression de 150 postes à la Ville... Tout en continuant d'être généreux avec Bouygues (1,5 M€ pour le bâtiment ABC sur la Presqu'île), avec le Crédit Agricole (1,6 M€ pour l'achat de son siège, autorisation d'un parking de 500 places à la Presqu'île), avec le gestionnaire de Grand Place (7 M€), avec les actionnaires d'Alpexpo (4,6 M€ de recapitalisations successives), avec la SAS Télégrenoble (près de 500 000 € de subventions annuelles), avec les commerçant.es du Centre ville (1,4 M€ pour la rénovation de la place Victor Hugo)...

Nous avons la conviction que ~~la seule alternative~~ la seule [ou la meilleure] réponse à cette gestion libérale de Grenoble est de nous ~~auto-~~organiser pour décider nous-mêmes. De nous rassembler entre citoyennes et citoyens, habitant.es des quartiers comme du centre, travailleur.es comme chômeur.es et précaires, jeunes comme retraité.es, sans voix comme militant.es, pour reprendre le contrôle de notre ville et de nos vies.

Nous partons de très loin, nous avons perdu l'habitude de débattre et décider collectivement. Le chemin sera long. Il passe par de l'information objective et critique, de la formation aux questions techniques, de l'éducation populaire, des assemblées citoyennes, par quartier ou par thèmes, des meilleures conditions sociales et une baisse du temps de travail, des referendums réguliers et l'engagement moral des élus de porter ces décisions. Quand certains en sont à faire remplir des questionnaires, à prévoir des comités citoyens consultatifs, nous aspirons à redonner à Grenoble le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple !!!

~~Fédérons nous en Assemblées Populaires~~ Nous vous proposons de nous retrouver en assemblées populaires pour élaborer collectivement un programme dans un véritable processus délibératif ouvert à tous et à toutes, et pour constituer démocratiquement une vraie liste de citoyen.nes qui nous ressemble.

* Qualificatif utilisé le 14 janvier 2019 par Eric Piolle lors des vœux 2019 du secteur 3.

Une liste qui ne sera pas porteuse d'une démocratie "participative" mais "directe",
une liste qui mettra en place des Référendums d'Initiative Citoyenne (RIC),
une liste qui agira contre la professionnalisation de la politique en instaurant une rotation des élu.es,
une liste contre la métropolisation qui nous éloigne des lieux de décision,
une liste pour le droit de vote des étrangers et étrangères ~~aux élections locales~~ **et des jeunes de plus de 16 ans.**

Une liste qui se battra :

- pour une vraie rupture écologique en matière de logement, de transport et de productions locales agricoles, pour les transports publics gratuits et contre les grands projets inutiles.
- pour donner un toit à tous **s.tes** y compris par la réquisition **de logements et bâtiments vides et** , pour que plus personne n'ait faim à Grenoble, pour développer les services publics et élargir la gratuité, véritable outil local de lutte contre les inégalités, la misère et la précarité.
- pour l'égalité des droits **et l'émancipation de toutes et tous**
- pour la fin de ~~qui refusera~~ la répression **récurrente** ~~aveugle et violente~~ **et particulièrement discrimi-**
nante et raciste dans les quartiers populaires.
~~pour l'émancipation de toutes et tous.~~
- pour l'arrêt des subventions aux grandes entreprises.
- pour les solidarités entre les peuples, pour une ville logeant tous les réfugié.es.
- pour la culture, l'émancipation, le partage, la joie de vivre...

Conscient.es que pour sauver l'humanité et la terre il faudra sortir du capitalisme et des impostures écologiques et sociales actuelles, conscient.es que ce changement est sans compromis possible avec la soumission aux règles de gestion actuelles, nous ne ferons aucune alliance électorale **[à reformuler]** et nous nous appuierons sur les résistances, les batailles collectives et les actes de désobéissance **[laquelle ? locale, nationale ?]**.

Conscient.es [ou Conscientes] de la nécessité d'un renouvellement démocratique, après l'élection et tout au long du mandat, les Assemblées populaires souveraines et ouvertes continueront de débattre **et d'agir,** de décider de la mise en œuvre du programme et de contrôler les élu.es.